

Niamey, Niger, 17^e octobre (Infosplusgabon) - Les éléments nigériens de la secte terroriste Boko Haram qui désirent se repentir, sont sommés par les autorités régionales de Diffa (extrême-est du pays, frontalier avec le Nigeria) de le faire avant la fin de l'année 2017, rapporte, mardi, le quotidien privé LE MATINAL.

« Au-delà de cette date, le gouvernement de la République du Niger ne sera pas disposé à leur accorder le pardon », précise LE MATINAL, citant le gouverneur de la région de Diffa, Mahaman Laouali Dandano, qui s'adressait, dans un centre d'accueil, à un groupe de « repentis » de Boko Haram qui ont accepté de déposer les armes.

« Le statut de repentis ne sera plus attribué à ceux des combattants de Boko Haram qui ne se livreront pas dans le délai indiqué », souligne-t-on de même source.

On rappelle que dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent, le Niger a fait l'option d'accorder une amnistie à une centaine de combattants de Boko Haram qui s'étaient rendus. Cette porte ouverte à ces repentis leur permet d'accéder à un programme de formation professionnelle et de réinsertion sociale.

« Au-delà du 31 décembre 2017, celui qui ne se rend pas, doit se trouver un autre statut. Il ne va plus s'appeler repentis », a déclaré le gouverneur de Diffa devant les 160 pensionnaires du

camp, tous des combattants de Boko Haram qui ont déposé les armes depuis décembre 2016.

La main tendue à Boko Haram a été lancée le 22 décembre 2016 et « la repentance n'est pas étalée indéfiniment dans le temps », a-t-il averti, rappelant que « nous avons donné une chance à des Nigériens qui se sont trompés en partant combattre aux côtés de Boko Haram ».

Depuis cette main tendue, il faut dire que les combattants de la secte ne se bousculent pas au portillon des centres d'accueil. D'où cet appel de ce premier responsable de la région du Niger où sévit cette nébuleuse.

Pour accélérer le rythme de réédition, des moyens de communication, notamment le téléphone, sont mis à la disposition des ex-combattants pour qu'ils puissent appeler « leurs camarades » à se rendre avant le 31 décembre 2017, indique LE MATINAL.

On rappelle que Boko Haram a pris les armes en 2009 pour imposer sa vision d'un salafisme radical dans le nord-est du Nigéria. Depuis huit ans maintenant, la secte mène des raids meurtriers et des attentats-suicides dans les autres pays riverains du Lac Tchad (Niger, Cameroun, Tchad).

Le groupe terroriste qui ne dispose pas de base au Niger, a mené ses premières attaques le 6 février 2015.

FIN/INFOSPLUSGABON/IKL/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon